



Groupe de la Banque africaine de développement



Commission économique pour l'Afrique



CONFERENCE ECONOMIQUE AFRICAINE 2010

TUNIS, TUNISIE – 27-29 OCTOBRE 2010

ETABLIR UN PLAN D'ACTION POUR LA RELANCE ECONOMIQUE ET LA CROISSANCE A LONG TERME DE L'AFRIQUE

APPEL A COMMUNICATIONS

1. Contexte

1.1 Même si le pire de la crise économique et financière mondiale semble désormais derrière nous, plusieurs défis demeurent. Depuis le milieu de l'année 2009, les économies développées ont commencé leur reprise car les efforts concertés pour éviter une crise prolongée ont commencé à porter leurs fruits. En effet, les pays développés ont commencé à croître, mais les effets de la crise se font encore sentir, notamment dans les pays en développement, où les pauvres ont été particulièrement touchés. Alors que les marchés financiers sont désormais généralement sur la voie du redressement, les effets sur l'économie réelle persisteront un certain temps.

1.2 En Afrique, les effets de la crise sur les flux de capitaux, les quantités et les prix des exportations, les transferts de fonds et le tourisme ont eu une grande portée. La crise a aussi entraîné la déprime des marchés financiers, le retard d'émission d'obligations souveraines et la dépréciation des monnaies locales. Les pays africains ont été confrontés à une réduction significative du crédit et une augmentation des primes de risque sur le marché mondial des capitaux. Cela a eu un effet très négatif sur les IDE (Investissements Directs Etrangers) à destination de l'Afrique avec des conséquences désastreuses pour la croissance et les efforts de réduction de la pauvreté. Les perturbations causées par le tarissement de ces sources traditionnelles de financement a été aggravée par la réduction observée des transferts de fonds des travailleurs et le déclin probable de l'APD (Aide publique au développement).

1.3 La crise menace de renverser la tendance de l'investissement privé et met en péril les gains liés aux bons résultats économiques enregistrés depuis 2000. La crise a conduit à une augmentation du chômage en particulier dans les secteurs minier, manufacturier et de la construction, mettant les jeunes et les plus vulnérables face au risque de tomber dans la pauvreté. Sans efforts délibérés pour inverser ces tendances, les progrès vers la réalisation des OMD vont être bloqués.

1.4 La crise a considérablement changé le paysage du développement de l'Afrique. Alors que la période qui a suivi la crise est caractérisée par le défi de retrouver les niveaux de croissance d'avant la crise, le continent doit y parvenir dans un environnement moins favorable. Les économies africaines qui produisent du pétrole ne reçoivent plus la manne des années précédant la crise, les investisseurs étrangers sont devenus prudents et la reprise dans

le monde développé demeure encore très faible, avec en conséquence, des effets négatifs sur la demande d'exportations africaines.

1.5 Les pays africains ont demandé aux institutions financières internationales, principalement les institutions de Bretton Woods et la BAD (Banque africaine de développement), de les aider à faire face à la crise. Plusieurs fonds spéciaux ont été créés pour le commerce et les liquidités d'urgence, et les procédures de décaissement ont été accélérées. Ceci a bien aidé à éviter une récession économique. Avec l'affaiblissement de la crise, les pays africains ont désormais besoin de ressources suffisantes pour poursuivre la lutte contre la pauvreté et combler le fossé des infrastructures.

1.6 En réponse à la crise, la BAD et la CEA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique) ont rapidement réorganisé leur capacité à fournir un appui analytique et stratégique aux pays africains. Ils ont cherché des solutions pour réduire et atténuer les effets de la crise. Ils ont organisé la Conférence économique africaine 2009 sur ce sujet comme un moyen de stimuler le débat sur les réponses politiques appropriées face à la crise. Tout au long de la Conférence, il est apparu le défi majeur en Afrique aujourd'hui est de préserver les fondements de la croissance et augmenter les possibilités de croissance après la crise. Ces questions nécessitent des consultations et un débat professionnel entre les chercheurs, les décideurs et les praticiens du développement, de manière à recevoir leur avis sur l'amélioration des politiques au niveau national et régional.

1.7 La Conférence économique africaine offre cette opportunité de consultation et de débat sur la politique de développement. La Conférence est maintenant bien connue comme étant une plate-forme de discours professionnel et de débat qui vise à relever les défis du développement de l'Afrique, rassemblant des chercheurs, des décideurs et des praticiens du développement. La cinquième édition de la Conférence se tiendra à Tunis, en Tunisie du 27 au 29 octobre 2010.

2. Objectifs et justification

2.1 Dans ce contexte, l'objectif principal de la Conférence économique africaine est de fournir une plate-forme pour que les experts de l'Afrique réfléchissent et dialoguent des nouvelles orientations de la politique de croissance sur le continent en vue de déterminer les meilleures approches pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), réaliser les objectifs du NEPAD et accélérer le développement durable de l'Afrique.

2.2 Les objectifs spécifiques de la Conférence économique africaine sont les suivants:

- Promouvoir la gestion des connaissances comme un moteur important du dialogue politique, de la bonne planification politique et de sa mise en œuvre;
- Favoriser et promouvoir l'esprit d'innovation chez les chercheurs, les praticiens du développement et les décideurs africains;
- Encourager et accroître la recherche sur les questions économiques et politiques liées au développement des économies africaines;
- Donner l'occasion aux Africains de la diaspora, aux organisations régionales et sous-régionales de diffuser le résultat de leurs recherches et de partager les informations avec les décideurs politiques africains concernant le travail qu'ils accomplissent dans la région.

2.3 Avec ces objectifs, la Conférence est désormais devenue un forum de premier plan qui rassemble des universitaires éminents et praticiens du développement dans le domaine de l'économie. Pour la Banque, la Conférence offre en outre un forum qui encourage le dialogue et l'échange de connaissances contribuant à la recherche de solutions face aux nombreux défis du continent africain. Ces discours permettent ainsi à la Banque de mieux cibler ses interventions afin d'améliorer la pertinence et l'efficacité du développement.

3. Format de la Conférence

3.1 La Conférence 2010 est organisée autour du thème: « **Etablir un plan d'action pour la relance économique et la croissance à long-terme de l'Afrique** ». La Conférence comprend des sessions plénières avec des présentations de grands conférenciers, suivies de plusieurs sessions parallèles. Ces sessions sont complétées par une table ronde qui vise à articuler les éléments clés du débat sur le thème de la conférence du point de vue des différents participants.

3.2 Les sessions parallèles sont l'occasion de présenter des articles liés au thème de la Conférence et de s'intéresser à des sous-thèmes particuliers, notamment les suivants:

- Les politiques macroéconomiques et les facteurs de croissance : Dans ce sous-thème, les auteurs éventuels sont encouragés à présenter des articles sur la gestion macroéconomique de la crise économique ainsi que sur les sources et les options pour stimuler la croissance tels que les processus d'industrialisation, le développement du secteur privé et des connaissances en tant que moteur de la croissance.
- Les institutions financières internationales et la croissance de l'Afrique : La priorité sera donnée aux articles portant sur l'évaluation des facilités d'urgence, des fonds de financement du commerce et des actions spécifiques menées par les institutions financières internationales lors de la crise ainsi que la voie à suivre pour que ces institutions continuent de promouvoir la croissance en Afrique.
- La gouvernance, la stabilité politique et la gestion du secteur financier : Dans ce sous-thème, les auteurs doivent élaborer des articles sur le rôle des secteurs public et privé dans le renforcement de la gouvernance d'entreprise et la stabilité politique et pourront aborder spécifiquement la question du renforcement de la gouvernance du secteur financier.
- La réglementation du secteur financier et la gestion des flux de capitaux : La crise récente a conduit à revoir la politique de libéralisation du compte de capital et la réglementation du secteur financier. Les auteurs sont invités à aborder ces questions dans le contexte des pays africains.
- Le commerce, l'investissement et le développement de nouveaux partenariats : Les nouveaux partenariats dans les domaines du commerce et de l'investissement sont-ils

favorables au développement de l'Afrique? Quels sont les avantages et les inconvénients de ces accords pour la croissance à long terme de l'Afrique? La Conférence 2010 ouvrira également le débat sur ces questions en se fondant sur les soumissions des auteurs.

- Les filets de sécurité et les stratégies de réduction de la pauvreté : Etant donné que la pauvreté est aiguë et a été exacerbée par la récente crise, le comité scientifique recommande aux auteurs de soumettre des articles sur les interventions ciblées pour alléger la pauvreté par le biais du développement des capacités productives, des opportunités d'emploi, des filets de sécurité sociale et d'assistance financière, et de se concentrer sur le lien croissance-emploi et réduction de la pauvreté.

Ces différents sous-thèmes devraient permettre d'examiner et d'explorer les perspectives de croissance de l'Afrique et de tracer la voie à suivre. Les discussions devront informer le public sur l'état actuel du développement de l'Afrique dans le sillage de la crise, et générer des idées précieuses vers pour l'amélioration des politiques en Afrique.

4. Organisation dans le temps

4.1 La sélection des communications de la Conférence 2010 suivra un processus en deux étapes (i) Une sélection initiale sur la base des résumés soumis avec une acceptation conditionnelle (ii) la sélection définitive basée sur le texte intégral. Les dates suivantes serviront à guider les participants et les experts pour soumettre leur communication à la Conférence :

- Début de la soumission en ligne (CV + résumé) 8 février 2010
- Dernier jour de soumission en ligne 26 février 2010
- Notification d'Acceptation conditionnelle 29 mars 2010
- Date limite de soumission de l'article 30 juin 2010
- Commentaires envoyés aux auteurs pour révision 31 août 2010
- Soumission des manuscrits révisés 30 septembre 2010
- Dates de la Conférence 27-29 octobre 2010

5. Hébergement et financement

La Conférence 2010 aura lieu à Tunis, en Tunisie. Le financement du voyage sera possible pour un nombre limité de participants dont les communications auront été acceptées pour présentation et à condition que leur article révisé soit reçu avant le 30 septembre 2010. Les demandes de financement seront examinées au cas par cas mais la préférence sera donnée aux auteurs faisant partie des institutions politiques et de recherche en Afrique.

6. Contacts

Si vous avez des questions concernant la Conférence, veuillez contacter :

Banque africaine de développement

Tel: +216 - 71103491 / Fax: +216 – 71103779 / Email: aec@afdb.org

Ou

Mme Aissatou Gueye

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Division du développement économique et du NEPAD

P.O. Box 3001 - Addis-Abeba, Ethiopie

Tel: +251-11-5443409 / Fax: +251-11-5513038 / Email: AGueye@uneca.org